



J.C. GUILLAUME
Edoardo Traversa

Professeur de droit fiscal et de droit européen à l'UCLouvain

■ Les récentes propositions de verser un capital aux jeunes partent d'une intention louable, mais l'égalité des chances ne se résume pas à une question de capital financier. D'autres capitaux peuvent vraiment faire la différence et, pour en doter nos jeunes, c'est d'autres mesures dont nous avons besoin.

Plus fondamentalement, réduire le débat à une dimension patrimoniale passe à côté de l'essentiel. Dans un monde incertain et en mouvement rapide, où tout change et disparaît, c'est d'autres capitaux dont il faut doter nos jeunes. Le professeur danois Tinggaard Svendsen a établi que le moteur principal de la réussite économique et sociale du modèle nordique était, à côté de l'éducation et de l'innovation, la confiance⁽²⁾. Confiance dans les institutions, confiance dans les autres, confiance en soi. S'il faut donc miser sur un capital pour réussir dans la vie, c'est d'un capital d'éducation et de confiance que nous devrions doter nos jeunes (adultes), avant de penser à leur verser un capital en argent.

Le rôle central de l'école

L'école et l'université doivent jouer leur rôle dans la constitution de ces capitaux, ce qu'elles font trop imparfaitement aujourd'hui. Le niveau d'échec de notre système scolaire est indécrottable⁽³⁾ : il entraîne inévitablement absence de constitution d'un capital-formation et perte de confiance pour des milliers de jeunes chaque année. Les solutions ne sont pas simples, mais elles passent par une remise en question du modèle d'évaluation basé sur l'échec, et par une conception de l'éducation qui ne s'arrête pas aux portes et au temps de l'école.

Mais il y a une responsabilité collective. Chacun et chacune d'entre nous a quelque chose à transmettre basé sur son expérience, même imparfaite et limitée : l'histoire des ducs de Bourgogne, les mélodies de Brel et de Stromae, les romans de Tolstoï ou de Dumas, mais aussi les recettes des cougnons, les plaisirs du jardinage, ou simplement une oreille pour écouter. Plutôt que consacrer des milliards à garnir des comptes en banque, de manière froide et impersonnelle, pourquoi ne pas créer une "université de vie", un programme permettant à chaque jeune entre 18 et 25 ans de rencontrer au moins 100 nouvelles personnes, d'expériences, d'âges et d'origines différents, qui leur permettent de sentir le pays dans lequel ils vivent et de comprendre la place qu'ils peuvent y prendre ? Si, dans notre démocratie, le bien le plus précieux est ce que nous avons en commun, c'est sans doute ceci que nous nous devons de redistribuer à celles et ceux qui sont au printemps de leur vie.

→ (1) Le risque de pauvreté des enfants (0 à 15 ans) et des jeunes (16 à 24 ans) est plus élevé que celui de la population en général. Il est respectivement de 17,9 % et 22,1 % comparé à 15,9 % (2017). Voir www.luttepauvrete.be.

→ (2) G. Tinggaard Svendsen, Trust, 2018, en accès libre sur <https://en.unipress.dk/udgivelse/t/trust/>

→ (3) Voir notamment l'étude de l'Ufapec <https://www.ufapec.be/nos-analyses/0721-redoublement.html>

OPINION

Pour quoi travaillons-nous ?

■ La question du sens du travail interroge le rapport à soi, aux autres, à la société et à la nature, et ainsi le sens même de notre passage sur Terre... au risque de nous donner le vertige.



Simon-Pierre de Montpellier
Rédacteur en chef de la revue *En question*⁽¹⁾

nécessite d'être concertée (par exemple entre patrons et syndicats, en équipe, ou encore en famille) pour demeurer collective. Enfin, pour trouver sa voie, il faut souvent emprunter différents sentiers ; c'est pourquoi il importe de favoriser les transitions durant la vie professionnelle.

3. Pour tisser des liens

L'humain est un être relationnel. En travaillant, il crée et approfondit des liens avec ses collègues, ses clients, ses patients, ses partenaires, etc. La dimension sociale est donc essentielle à prendre en compte au travail et dans les entreprises. Or, depuis plusieurs dizaines d'années, on observe une tendance à l'individualisation de l'organisation du travail et de la gestion des salariés, avec des horaires de plus en plus variables (qui peuvent favoriser l'isolement et le "chacun pour soi"), des salaires et des primes individualisés (dont le risque est d'augmenter la concurrence entre travailleurs et travailleuses et d'exercer une pression accrue sur l'individu au travail). De plus, si le télétravail a pu sauver un bon nombre d'entreprises et d'organisations durant la pandémie de Covid, il constitue désormais, pour beaucoup, un frein à la sociabilisation et à la convivialité. Ces différents enjeux relationnels rappellent l'importance de la concertation sociale, d'une meilleure prise en compte des sciences humaines et sociales dans la formation des élites entrepreneuriales et managériales, et de la démocratisation des entreprises.

4. Pour transformer le monde

Le travail, c'est plus qu'un emploi, c'est une œuvre. Travailler, ce n'est pas que gagner de l'argent, c'est aussi et surtout apporter sa pierre à l'édifice du monde, co-construire la société de demain. Penser le travail plus largement et en profondeur nous amène alors à mener une réflexion éthique sur les conséquences de nos actes sur la nature, la société, les autres et... nous-mêmes (notre santé, notre bonheur, etc.). Soudainement, nous prenons conscience du poids de notre action et de notre présence sur Terre. Nous prenons conscience de la puissance de nos choix (et de la violence de ne pas avoir le choix). Si cela peut nous faire peur, cela doit surtout nous faire espérer, car nous avons une trace à laisser...

→ (1) La revue *En question* est éditée par le Centre Avec. Dernier numéro (n°141 – été 2022) : "Pour quoi travaillons-nous ?" Prix : 7 € au lieu de 10 pour les lecteurs de *La Libre* (hors frais de port). Infos : www.centreavec.be – info@centreavec.be

Le 30 avril 2022, dans un discours qui a fait le tour des réseaux sociaux, de jeunes diplômés d'AgroParisTech ont lancé un appel à "bifurquer" professionnellement, à "désertier" les "jobs destructeurs", pour s'engager dans des projets compatibles avec la lutte contre le changement climatique et l'effondrement de la biodiversité. De plus en plus, des jeunes – mais pas uniquement – (re)mettent ainsi en cause les métiers et les entreprises qui dégradent le vivant. Leurs choix et leurs discours nous bousculent. Ils nous invitent à nous poser, individuellement et collectivement, cette question existentielle : "Pour quoi travaillons-nous ?"

1. Pour (sur)vivre

Dans notre société, travailler permet avant tout de générer des revenus pour subvenir à ses besoins fondamentaux (et parfois à ceux de sa famille ou d'autres proches) comme se loger et se nourrir, et éventuellement s'assurer une sécurité et un confort supplémentaires, jouir de loisirs, etc. Cependant, de trop nombreuses personnes connaissent le chômage. D'autres ne reçoivent pas un salaire suffisant pour couvrir leurs besoins, rembourser leurs dettes, etc. Leurs métiers ne leur permettent pas de vivre dignement. Ce sont pourtant souvent les mêmes qui travaillent dans des conditions indécentes, sont exploités, abusés. Elles survivent (ou plutôt sous-vivent), jusqu'à parfois en mourir.

2. Pour participer et s'épanouir

Travailler, c'est aussi contribuer à la société et s'épanouir personnellement. En travaillant, nous créons, nous mettons nos compétences au service d'autrui, nous participons à la vie commune. D'où l'importance de savourer l'œuvre et les fruits de son travail, et d'être reconnu pour cela. Attention, toutefois, à ne pas se laisser dépasser par son travail et à sombrer dans l'épuisement professionnel (burn-out). Comme le dit l'adage, "il faut travailler pour vivre, et non vivre pour travailler". Tout engagement qui se veut sain doit être équilibré. À cet égard, la question du temps de travail est importante, mais